



INSTITUTION ADOUR

Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

ADOUR

PIRENE

Siège : Conseil Général des Landes

Président : Monsieur Jean-Claude DUZER

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Jeudi 19 juillet 2012 à 14h30

**Salle Henri Lavielle
au Conseil Général des Landes**

EXTRAIT DU PROCES VERBAL

Etaient présents : Mme LAFITTE, MM AUROY, BEAUQUESTE, CABE, CASTET, CHANTRE, COUTURE, DARRIEUX, DUZER, LAHOUN, PASTOURET, PAYROS, SOUDAR et SUBSOL

Etaient excusés et avaient donné pouvoir : MM LAJUX et GUILHAS

Etaient excusés : MM CASTAINGS, DUBERTRAND, FAUQUE et VERDIER

DOSSIER IV - CANDIDATURE A L'ORGANISME UNIQUE

Exposé des motifs :

Suite au positionnement des élus de l'Institution Adour lors du conseil du 29 mars 2012 décidant de travailler en lien avec les Chambres d'Agriculture à une candidature commune à l'Organisme Unique de gestion collective des prélèvements d'eau d'irrigation, il est proposé de créer une structure ad hoc sous la forme d'un syndicat mixte ouvert. L'objectif de ce partenariat est d'assurer une gestion efficiente de la ressource en eau agricole sur l'ensemble du bassin versant, territoire de compétence de l'Institution Adour.

L'objet de ce syndicat est d'exercer les missions dévolues par le Code de l'Environnement aux organismes uniques de gestion collective des prélèvements d'eau d'irrigation sur le périmètre hydrographique de la zone de répartition des eaux du bassin de l'Adour.

Le syndicat mixte est administré par un comité syndical composé de 8 représentants répartis comme suit :

- 4 représentants de l'Institution Adour
- un représentant pour chacune des quatre Chambres d'Agriculture

L'Institution Adour désignera donc 4 représentants.

L'organe décisionnel et de gouvernance est le Comité Syndical mais afin de faciliter le fonctionnement quotidien de la structure sont créées une commission opérationnelle (gestion) et une commission d'orientation (ressource). Ces commissions sont présidées pour la première par le président ou le vice-président représentant les Chambres d'Agriculture et pour la seconde par le président ou le vice-président représentant l'Institution Adour.

Le président et le vice-président du syndicat sont élus par le Comité Syndical en son sein de manière à garantir la représentativité des structures membres du syndicat.

Les principes fondamentaux de fonctionnement de la structure sont :

- L'équité : entendu comme égalité de traitement à situation égale
- La cohérence de bassin et le respect des équilibres
- Les principes généraux de répartition entre les irrigants
- Une politique claire et transparente d'attribution face aux nouvelles demandes
- Le financement de l'Organisme Unique par la redevance des irrigants en vertu de l'article R 211-117 du code de l'environnement et les éventuelles subventions des organismes ou collectivités autres que les membres associés ou les conseils généraux composant l'EPTB

Après avis favorable des Commissions,

Après délibération, le Conseil d'Administration, à l'unanimité,

DECIDE

- D'approuver la création du Syndicat Mixte
- De décider l'adhésion de l'Institution Adour au Syndicat Mixte dont les membres sont les suivants :
 - o Chambre d'Agriculture du Gers
 - o Chambre d'Agriculture des Landes
 - o Chambre d'Agriculture des Pyrénées Atlantiques
 - o Chambre d'Agriculture des Hautes Pyrénées
 - o Institution Adour
- D'approuver les statuts joints
- De désigner les représentants de l'Institution Adour au comité syndical :
 - o 4 représentants titulaires représentant chaque département membre de l'Institution Adour (Messieurs PAYROS pour le CG32, CABE pour le CG40, PASTOURET pour le CG64 et DUZER pour le CG65)
- D'autoriser le Syndicat Mixte à porter la candidature de l'Institution Adour à l'organisme unique

Le Président,


INSTITUTION ADOUR
Conseil Général des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX
Jean-Claude DUZER

Organisme Unique de gestion collective des
prélèvements d'eau d'irrigation

STATUTS

Préambule

Reconnaissant

L'importance de préserver le patrimoine commun que représente l'eau d'irrigation agricole, ses ressources et sa gestion,

L'intérêt d'une position commune et d'une gouvernance partagée de l'irrigation agricole avec tous les acteurs sur le bassin de l'Adour,

L'expérience et le savoir-faire des Chambres d'Agriculture, notamment au travers des procédures mandataires et d'appui technique aux irrigants,

La connaissance, les compétences et les actions développées par l'Institution Adour dans le domaine de la gestion quantitative et qualitative de l'eau,

La nécessité de travailler ensemble sur un territoire cohérent,

Les Chambres d'Agriculture du Gers, des Landes, des Pyrénées Atlantiques et des Hautes Pyrénées et l'Institution Adour, Etablissement Public Territorial de Bassin, ont souhaité porter une candidature commune à la reconnaissance en tant qu'Organisme Unique.

TITRE I : COMPOSITION - OBJET - DUREE - SIEGE

Article 1 : Composition du syndicat mixte

En application des dispositions des articles L.5721-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, il est créé un syndicat mixte « Organisme Unique de gestion collective des prélèvements d'eau d'irrigation » entre :

- L'Institution Adour, Etablissement Public Territorial de Bassin, représentant les départements du Gers, des Landes, des Pyrénées Atlantiques et des Hautes Pyrénées
- La Chambre d'Agriculture du Gers
- La Chambre d'Agriculture des Landes
- La Chambre d'Agriculture des Pyrénées Atlantiques
- La Chambre d'Agriculture des Hautes Pyrénées

Article 2 : Objet

Le présent syndicat mixte est un Syndicat Mixte Ouvert, il est dénommé « *IRRIGADOUR* ».

Le présent syndicat a vocation à exercer ses missions sur le périmètre hydrographique de la Zone de Répartition des Eaux (ZRE) du bassin de l'Adour telle que représentée sur le plan annexé, soit les Unités de Gestion 221, 222, 146, 3, 140, 155, 150, 149, 152, 151, 148, 141, 147 et 142.

Il porte les missions définies aux articles L211-3, R211-111 à R211-117 et R214-31-1 à R214-31-5 du Code de l'Environnement.

Les missions de l'Organisme Unique s'exercent dans le respect des compétences propres de ses membres constitutifs, il n'a vocation à prendre en charge que les questions d'irrigation agricole conformément au Code de l'Environnement.

Ainsi, le syndicat mixte est chargé de :

1. Déposer la demande d'autorisation unique pluriannuelle de tous les prélèvements d'eau pour l'irrigation, qui lui est délivrée conformément à la procédure prévue par les articles R214-31-1 à R214-31-3.

2. Arrêter chaque année un plan de répartition entre les préleveurs irrigants du volume d'eau dans la limite du volume prélevable autorisé ainsi que les règles pour adapter cette répartition en cas de limitation ou de suspension provisoires des usages de l'eau en application des articles R211-66 à R211-70 ; le plan est présenté au Préfet pour homologation selon les modalités prévues par l'article R214-31-3.
3. Donner son avis au Préfet sur tout projet de création d'un ouvrage de prélèvement dans le périmètre ; en l'absence d'avis émis dans le délai d'un mois à compter de la date de sa saisine, l'Organisme Unique est réputé avoir donné un avis favorable.
4. Transmettre au Préfet avant le 31 janvier un rapport annuel en deux exemplaires, permettant une comparaison entre l'année écoulée et l'année qui la précédait et comprenant notamment :
 - a) Les délibérations de l'Organisme Unique de l'année écoulée,
 - b) Le règlement intérieur de l'Organisme Unique ou ses modifications intervenues au cours de l'année,
 - c) Un comparatif pour chaque irrigant entre les besoins de prélèvements exprimés, le volume alloué et le volume prélevé à chaque point de prélèvement,
 - d) L'examen des contestations formées contre les décisions de l'Organisme Unique,
 - e) Les incidents rencontrés ayant pu porter atteinte à la ressource en eau et les mesures mises en œuvre pour y remédier.
5. Souscrire, s'il le souhaite, pour le compte des préleveurs irrigants, la déclaration relative à la redevance à l'Agence de l'Eau pour prélèvement sur la ressource en eau.
6. Collecter, s'il le souhaite, cette redevance et en reverser le produit à l'Agence de l'Eau.
7. Rédiger le règlement intérieur de l'Organisme Unique.
8. Arrêter le plan pluriannuel de répartition et le soumettre au Préfet pour homologation dans les délais fixés par ce dernier.

En application de l'article R214-31-2 du Code de l'Environnement, le syndicat mixte s'assure de la compatibilité des prélèvements avec les objectifs du Schéma

Directeur d'Aménagement de Gestion des Eaux par l'autorisation unique pluriannuelle.

Pour l'accomplissement de ses missions, IRRIGADOUR observe, entre les irrigants, les principes fondamentaux suivants :

- L'équité : entendu comme égalité de traitement à situation égale
- La cohérence de bassin et le respect des équilibres
- Les principes généraux de répartition entre les irrigants
- Une politique claire et transparente d'attribution face aux nouvelles demandes
- Le financement de l'Organisme Unique par la redevance des irrigants en vertu de l'article R211-117 du Code de l'Environnement et les éventuelles subventions des organismes ou collectivités autres que les membres associés ou les Conseils Généraux composant l'EPTB.

Article 3 : Durée

Le syndicat est constitué pour une durée déterminée liée à son objet et correspondant à l'arrêté préfectoral de désignation de l'Organisme Unique en application de l'article R211-113 du Code de l'Environnement et ne sera dissous qu'en cas de non renouvellement de ses missions.

Article 4 : Siège

Le siège du syndicat est situé à la Maison de l'Agriculture - 55 Avenue de Cronstadt - 40 005 MONT DE MARSAN CEDEX.

Il pourra être fixé à tout autre endroit par simple décision du comité syndical à la majorité qualifiée des deux tiers des suffrages des membres présents ou représentés.

TITRE II • ADMINISTRATION - FONCTIONNEMENT

Article 5 : Le comité syndical

5.1 : Composition du comité syndical

Le comité syndical est composé de représentants des membres du syndicat mixte selon la répartition suivante :

- Un administrateur de l'Institution Adour représentant le département du Gers
- Un administrateur de l'Institution Adour représentant le département des Landes
- Un administrateur de l'Institution Adour représentant le département des Pyrénées Atlantiques
- Un administrateur de l'Institution Adour représentant le département des Hautes Pyrénées
- Le Président de la Chambre d'Agriculture du Gers ou son représentant
- Le Président de la Chambre d'Agriculture des Landes ou son représentant
- Le Président de la Chambre d'Agriculture des Pyrénées Atlantiques ou son représentant
- Le Président de la Chambre d'Agriculture des Hautes Pyrénées ou son représentant

Les représentants au comité syndical sont désignés selon les modalités définies par leurs structures de rattachement pour la durée de leurs mandats respectifs. Chaque structure de rattachement ayant la possibilité de changer à tout moment de représentant.

En cas de vacance de mandat d'un des représentants au comité syndical (décès, démission, etc.), l'organisme concerné dispose d'un délai d'un mois pour désigner un nouveau représentant.

Les fonctions de membres du comité syndical sont exercées à titre gratuit.

5.2 : Fonctionnement du comité syndical

Les délibérations du comité syndical sont prises à la majorité qualifiée des deux tiers des suffrages des membres présents ou représentés, sauf dans le cas où les présents statuts ont prévu une règle différente.

Le comité se réunit sur convocation de la présidence, chaque fois qu'il est nécessaire et au moins deux fois par an. La présidence est tenue de convoquer celui-ci à la demande d'au moins un tiers de ses membres.

Chaque représentant possède un droit de vote sans pondération et un représentant présent ne peut disposer que d'un seul pouvoir. Le comité syndical ne délibère valablement qu'en présence de la moitié plus un des représentants.

Le comité syndical prend notamment toutes les décisions se rapportant aux opérations suivantes :

- l'élection en son sein du président et du vice-président (un représentant des Chambres d'Agriculture et un représentant de l'Institution Adour). Les présidents et vice-présidents sont également présidents et vice-présidents des deux commissions selon les modalités fixées dans les articles 8 et 9 ci-après.
- La répartition et les pouvoirs des commissions opérationnelles (gestion) et d'orientation (ressources)
- La définition de la politique générale de la structure
- Les règles de fonctionnement administratif, financier et des moyens humains et matériels
- La demande d'autorisation pluriannuelle
- La gestion des litiges à travers une commission spécifique prévue au règlement intérieur
- La contractualisation avec les opérateurs techniques
- Le vote du budget
- La désignation des membres de la commission d'appel d'offres

Dans un objectif de simplification et d'opérationnalité des missions, le comité syndical se dote :

- D'une commission opérationnelle (gestion)
- D'une commission d'orientation (ressource)

Ces commissions sont créées afin de faciliter la gestion et l'accomplissement des missions de l'Organisme Unique, elles disposent de prérogatives définies et limitées fixées dans le règlement intérieur par le comité syndical.

Le comité syndical délibère sur les propositions émises par la commission opérationnelle (gestion) et la commission d'orientation (ressource).

Le comité syndical est chargé de rechercher toute solution amiable aux conflits liés aux missions de l'Organisme Unique tant avec les usagers qu'avec les tiers.

Tout conflit n'ayant pas trouvé de solution amiable sera porté devant le tribunal compétent, le syndicat mixte étant représenté en justice par son président

Le comité syndical propose la modification des statuts et la dissolution du syndicat dans les conditions prévues aux articles L5721-7 et L5721-7-1 du CGCT.

Les séances sont publiques mais le comité syndical peut se réunir à huis clos à la demande d'un tiers des membres présents ou du président.

Article 7 : Présidence du syndicat

Le président et le vice-président du syndicat sont élus par le comité syndical en son sein de manière à garantir la représentativité des structures membres du syndicat. Le président est responsable de la gestion du syndicat et de son administration générale et en est l'exécutif.

Après accord express du vice-président, il arrête et fixe l'ordre du jour des réunions du comité syndical, dirige les débats, contrôle les votes, prépare et exécute les décisions prises.

Après accord express du vice-président, il signe tous les actes nécessaires au fonctionnement du syndicat, il est le chef des services et nomme aux emplois, il est l'ordonnateur des dépenses et prescrit l'exécution des recettes.

La durée des mandats du président et du vice-président est déterminée par le règlement intérieur.

Le syndicat est représenté en justice et dans tous les actes de la vie civile par son président.

Article 8 : Commission opérationnelle (gestion)

Une commission opérationnelle (gestion) est créée par le comité syndical. Elle est présidée par le président ou le vice-président du comité syndical représentant les Chambres d'Agriculture.

Cette commission exerce ses missions dans le cadre et les limites définis par le comité syndical.

Les missions de cette commission opérationnelle sont notamment :

- Elaborer un plan de répartition annuel
- Mettre en œuvre la collecte estivale et en fin de campagne des volumes consommés
- Assurer la représentation du syndicat dans les instances de gestion de l'eau agricole (comités sécheresse, comité de gestion des ouvrages, etc.)
- Contribuer à élaborer des principes de gestion spécifiques et adaptés aux sous bassins concernés
- Elaborer des modalités de gestion par les débits pour les sous bassin Adour Amont et Douze Aval
- Procéder à la gestion avec les arrêtés cadres actuels dans l'attente de la création des ouvrages

Cette commission opérationnelle s'appuiera sur des commissions de sous bassin, afin de faciliter la gestion et l'accomplissement des missions.

La composition, les missions et les modalités de fonctionnement de ces commissions de sous bassins seront définies dans le règlement intérieur, en veillant à l'intégration d'autres acteurs locaux.

Article 9 : Commission d'orientation (ressources):

Une commission d'orientation (ressources) est créée par le comité syndical. Elle est présidée par le président ou le vice-président du comité syndical représentant l'Institution Adour.

Cette commission exerce ses missions dans le cadre et les limites définis par le comité syndical.

Les missions de cette commission d'orientation sont notamment :

- Donner un avis sur les projets de création d'ouvrages de prélèvements
- Elaborer le rapport annuel au Préfet
- Assurer le lien avec les organismes extérieurs
- Assurer la compatibilité avec les documents de planification

La composition, les missions et les modalités de fonctionnement de cette commission seront définies dans le règlement intérieur.

Article 10 : Moyens

Le syndicat se dote des moyens financiers, matériels et humains nécessaires à l'accomplissement des missions et fonctions qui lui sont dévolues par les statuts et par le comité syndical.

Pour l'exercice de ses compétences, le syndicat mixte peut bénéficier d'une mise à disposition de tout ou partie des services de ses membres. Dans ce cas, une convention sera conclue pour fixer les modalités de cette mise à disposition et les conditions de remboursement par le syndicat des frais de fonctionnement de ce service. Le président du syndicat donnera alors au responsable de ce service les instructions nécessaires à l'exercice de ces tâches.

Des personnels des structures membres peuvent être mis à disposition de l'Organisme Unique pour la quote-part nécessaire à l'accomplissement de leurs missions.

Article 11 : Relation avec les tiers

Conformément aux dispositions de l'article L5721-5 du CGCT, l'objet du syndicat mixte est poursuivi par tous les moyens et notamment par voie d'exploitation directe ou participations financières dans des entités tierces, par voie de convention ou par la création de régies ou toute autre entité appropriée dans les mêmes conditions que les départements ou les communes.

Les contrats dont l'objet se rapporte à celui du syndicat mixte et liant ses membres avec des tiers à la date d'entrée en vigueur de cette convention continuent à produire leurs effets jusqu'à leurs échéances.

Le comité syndical évalue les impacts éventuels de ces contrats sur ses missions afin de trouver l'équilibre nécessaire à une gestion efficiente.

A échéance des contrats, le comité syndical évalue et donne un avis sur la nécessité de les proroger et les termes de cette prorogation.

TITRE III : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 12 : Recettes

Conformément aux dispositions des articles L5722-1 et suivants du CGCT, les recettes du budget du syndicat peuvent comprendre notamment :

- les redevances des préleveurs irrigants en application des dispositions des articles R211-117-1 et suivants du Code de l'Environnement selon la forme définie par délibération du comité syndical
- Les subventions (Agence de l'eau ou autres organismes...)
- Les contributions de ses membres (avance remboursable ou toutes autres formes définies dans le règlement intérieur)
- Les produits de dons et legs et toutes autres recettes exceptionnelles
- Pour les éventuels investissements : emprunts...

Articles 13 : Dépenses

Le syndicat pourvoira sur son budget à toutes les dépenses nécessaires à l'accomplissement de ses missions telles qu'elles sont définies à l'article 2.

Article 14 : Trésorier du syndicat

Les fonctions de Trésorier du syndicat sont exercées par le receveur désigné par le Préfet sur proposition du Directeur Départemental des Finances Publiques. L'indemnité de conseil du receveur est fixée par délibération du comité syndical.

TITRE IV : MODIFICATIONS STATUTAIRES

Article 15 : Extension, modification ou réduction de l'objet du syndicat

Le syndicat peut à tout moment étendre son objet à d'autres domaines de compétences présentant une utilité pour chacun de ses membres. Il peut également le réduire.

La modification de l'objet du syndicat peut être proposée sur l'initiative du comité syndical ou de l'un des membres du syndicat.

La modification de l'objet du syndicat est soumise à l'accord du comité syndical à la majorité qualifiée des deux tiers des suffrages des membres présents ou représentés.

Article 16 : Adhésion et retrait du syndicat

De nouveaux membres pourront être admis à faire partie du syndicat à la majorité qualifiée des deux tiers du comité syndical.

Un membre peut être autorisé à se retirer du syndicat par accord du comité syndical à la majorité qualifiée des deux tiers des suffrages des membres présents ou représentés.

Les conséquences matérielles des retraits (sort des biens mis à disposition du syndicat ou acquis par ce dernier) sont soumises aux articles L5721-6-2 et L5211-25-1 du CGCT.

Article 17 : Autres modifications statutaires

Toutes les décisions, proposées à l'initiative d'un membre du syndicat autres que celles relatives au retrait, à l'extension ou la réduction de l'objet du syndicat, sont prises à la majorité qualifiée des deux tiers des suffrages des membres présents ou représentés.

Article 18 : Dissolution

La dissolution du syndicat mixte intervient en application des articles L5721-7 et L5721-7-1 du CGCT ou sur décision du Préfet en application de l'article R211-116 et R211-117 du Code de l'Environnement et en cas de non renouvellement de ses missions.

Article 19 : Dispositions diverses

Pour toute question relative au fonctionnement du syndicat mixte non prévue par les présents statuts, le règlement intérieur ou aux dispositions des articles L5721-1 à 7 du CGCT, il sera fait application des articles L5212-1 et suivants du CGCT concernant les syndicats intercommunaux sous réserve des règles particulières à l'Organisme Unique prévu au Code de l'Environnement.

Les présents statuts sont annexés aux délibérations des assemblées des structures membres décidant de la création du syndicat.